

Le retour de Sarkozy pas très convaincant

Seulement 2 Français sur 10 sont favorables à une candidature du président de l'UMP en 2017, selon un sondage BVA

Il ne s'est pas encore officiellement déclaré mais depuis son retour sur la scène politique en septembre, la question est sur toutes les lèvres : Nicolas Sarkozy sera-t-il candidat à la présidentielle de 2017 ? Selon un sondage BVA pour Orange et i-Télé, seulement 22 % des Français y sont favorables. C'est 11 points de moins qu'en juillet 2014 avant son retour en politique (33 %). Une chute qui « montre que ce retour au premier plan n'a pas convaincu les Français », estime l'institut de sondage.

« Un homme du passé »

Le président de l'UMP est « probablement victime d'une certaine lassitude de l'opinion, d'une potentialisation du risque d'apparaître comme un homme du passé », toujours selon BVA. En outre, le souhait de voir le président de l'UMP se présenter en 2017 est désormais minoritaire auprès des sympathisants de la droite auprès desquels il chute à 40 %, contre 62 % en juillet 2014 et 67 % en février 2013. Forte chute aussi du côté des sympa-



Moins de six mois après son retour en politique, Nicolas Sarkozy fait de moins en moins l'unanimité. (Photo Eric Feferberg/AFP)

thysants de l'UMP : en février 2013, 75 % d'entre eux souhaitaient sa candidature en 2017, et ils étaient 78 % en

juillet 2014, mais ils ne sont plus que 57 % aujourd'hui.

Front républicain ou « ni-ni »

Le sondage se penche également sur l'attitude à avoir face au FN. Problème sur lequel Nicolas Sarkozy n'avait pas réussi à imposer ses vues à son parti lors de la législative partielle du Doubs. En cas de second tour opposant le FN à l'UMP ou au PS, notamment lors des élections départementales des 22 et 29 mars prochains, les Français marquent nettement leur préférence pour le front républicain.

Près de la moitié (49 %) préfère ainsi que l'UMP appelle à voter pour le candidat du PS (contre 24 % pour le candidat du FN et 25 % pour l'abstention ou le vote blanc). En cas de second tour FN-UMP, 57 % des Français souhaitent que le PS appelle à voter UMP (14 % pour le FN et 27 % à voter blanc ou s'abstenir).

Le réflexe du front républicain est particulièrement prégnant chez les sympathisants PS (79 %). Du côté des sympathisants UMP, c'est le « ni-ni » (ni PS, ni FN) qui l'emporte avec 46 %.

Popularité : Hollande et Valls rechutent

L'esprit d'union suscité par les attentats de janvier en France semble s'essouffler. La cote de popularité du président de la République et du Premier ministre a en effet rechuté au mois de février, à en croire un sondage Ifop pour *Le JDD* et *Hémisphère Public*. François Hollande perd 5 points de popularité, pour recueillir 24 %

de satisfaits, tandis que Manuel Valls recule de 7 points pour atteindre 46 % d'opinions favorables.

Chez les sympathisants du Parti socialiste, où il recueille 66 % de satisfaits, François Hollande est en recul de 7 points. Sa baisse est sensible aussi auprès des sympathisants du Front de gauche (de 39 à 27 %). Il

progressive en revanche de 9 points chez les sympathisants d'Europe Écologie/Les Verts (passant de 32 à 41 % de satisfaits). Sans surprise, sa cote reste toujours très faible chez ceux de l'UDI (de 15 à 6 %) et de l'UMP (de 12 à 4 %).

Le Premier ministre bénéficie d'un indice de satisfaction le plus élevé chez les

sympathisants du PS (83 % en février, contre 88 % en janvier). Il demeure pratiquement stable chez les écologistes (58 % en février, 60 % en janvier). Il obtient un indice de satisfaction de 40 points chez les sympathisants de l'UDI (65 % en janvier) et passe de 47 % de satisfaits chez les sympathisants de l'UMP à 34 %.

Vente de l'aéroport de Nice : quand Macron accuse Estrosi de « néozadisme »

Est-ce la consultation populaire organisée jeudi sur l'ouverture du capital de l'aéroport Nice-Côte d'Azur ? Ou bien l'échange musclé entre le député-maire de Nice et le ministre de l'Économie, la semaine précédente à l'Assemblée ? Toujours est-il que Christian Estrosi et Emmanuel Macron ont franchi ce week-end un nouveau palier dans leur désamour.

Et c'est le ministre de l'Économie qui a dégainé, cette fois-ci, dans les colonnes du *JDD*.

C'est au détour d'une question sur la position de Nicolas Sarkozy,



qu'Emmanuel Macron en a profité pour épinglez Christian Estrosi. « L'ancien président est sans doute frustré par la pauvreté de son propre bilan. L'UMP, qu'a-t-elle fait ? [...]

Leur proposition, c'est de ne rien faire. Ne pas toucher aux notaires. Ne pas ouvrir les magasins le dimanche. Ne rien changer aux prud'hommes. Sans parler du « néozadisme » du maire de Nice, qui fait un référendum quand on organise l'ouverture du capital de l'aéroport ! »

Le député-maire de Nice a réagi hier via son compte Twitter, pointant « l'arrogance » du locataire de Bercy. « Macron désavoué par la population niçoise répond avec l'arrogance de sa caste », écrit ainsi Christian Estrosi.



Par
**MICHELE
COTTA**

Macron ou la réforme malgré tout

Si Emmanuel Macron n'existait pas, François Hollande aurait dû l'inventer. Nommé il y a quelques mois à peine, — cent soixante-dix jours — le plus jeune ministre de l'Économie apparut très vite comme une sorte de Premier Ministre bis, ce qui n'est pas, dans la majorité, du goût de tout le monde. C'est qu'il est devenu un symbole : celui de la gauche qui dénonce les conservatismes, qui veut rénover ses valeurs, en finir, comme Manuel Valls en avait exprimé le dessein dans son premier discours de Premier ministre, avec la gauche passésiste. Lorsqu'il dit, comme il l'a fait dimanche,

Loin de croire que les Français sont hostiles au changement, Macron est au contraire convaincu qu'ils attendent la réforme

qu'être de gauche aujourd'hui, c'est partir du réel, on comprend, sans qu'il mette les points sur les i, ce qu'il veut dire. Macron n'est pas un homme politique comme les autres : il n'est pas un élu de terrain, n'a pas même sa carte du parti socialiste, il vient de la société civile, et connaît beaucoup mieux que d'autres le monde du travail. On le lui reproche parfois au sein du PS, puisque c'est dans la banque, horreur, qu'il a fait ses premières armes, mais c'est pourtant ce qui dicte son action. Partir du réel, pour lui, c'est d'abord réformer. Loin de croire que les Français sont hostiles au changement, il est au contraire convaincu qu'ils attendent la réforme. Convaincu aussi que, dans un pays qui compte 10 % de chômeurs, l'essentiel est de leur

redonner du travail. Faut-il pour cela revoir le sacro-saint Code du travail, libérer en partie l'économie ? Oui, répond-il, sans vouloir s'enfermer dans les postures d'un socialisme qu'il dit archaïque. Les tribulations de la loi qui porte son nom, adoptée sans vote à l'Assemblée nationale la semaine dernière, n'ont pas l'air de ralentir son ardeur réformatrice, puisque, dès hier, il a affirmé sa résolution d'avancer derrière Manuel Valls et avec l'accord du Président sur de nouvelles voies, dialogue social dans l'entreprise, nouvelle prime d'activité remplaçant la PPE et le RSA, ou

encore réflexion sur le bilan des 35 heures.

Sur sa route, pourtant, si assuré qu'il soit, le jeune ministre de l'Économie devra sauter, s'il veut arriver à

la fin du parcours, plus d'un obstacle politique. Au sein du PS, pas un jour sans qu'il ne se fasse de sérieux ennemis. De Martine Aubry, qui le gratifie, lorsqu'elle parle de lui, d'un lointain « Monsieur Macron », à Benoît Hamon, qui tente de devenir le chef des frondeurs, de plus en plus nombreux sont ceux qui se mettent en travers de son ascension politique. Plus proches, en mars, les élections départementales apparaissent difficiles pour le gouvernement. Les premiers signes, tenus mais réels, de reprise ne parviendront sans doute pas, d'ici au 22 mars à renverser les pronostics des experts, qui vont tous dans le sens d'une nouvelle défaite pour le parti au pouvoir. Emmanuel Macron, cheveu-léger du gouvernement, aura-t-il encore les coudées franches ?

En bref

Un mort et deux blessés graves dans une avalanche en Isère

Un quinquagénaire est mort dans une avalanche hier sur le massif du Taillefer, en Isère, tandis que deux de ses compagnons ont été grièvement blessés. L'avalanche s'est produite à

1700 mètres d'altitude, sur la commune de Saint-Honoré. Elle a emporté un groupe de quatre randonneurs à ski en phase d'ascension. Sans compter cet accident, 27 personnes sont mortes dans des avalanches en France depuis le début de la saison hivernale.